

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 4 NOVEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq le **4 novembre à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans à la Salle du Manège – Esplanade de Tauberbischofsheim – 51300 VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 29 octobre 2025 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, LONCLAS, FORMET, FORTIN, VEBER, DHYÈVRE, Mmes GUÉRY, CAPRA (suppléante de M. COTTON), MM. DELCOMBEL, MATHIEU, Mme FELICETTI, M. COLLOT, Mme ARMANETTI, MM. MALOU, DUGOIS (suppléant de M. CASTAGNA), MAUTRAIT, CHAMPION, DESANLIS, DANCOT (suppléant de M. MOULIN), Mme GEOFFROY, MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. ROYER, CHAVEROU, LOISELET, MAGRI (suppléant de M. BONETTI), BOUQUET, MOUTON, Mmes COLLIN, VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, M. FONTAINE, Mme COLSON, M. ROCH (jusqu'à 19h25), Mmes SERRE, BAUMEL, M. BEAUJOIN, Mme GOUILLY, MM. TRIOLET, EL GHALLOUSSI.

Absents excusés : Mme PARNISARI, MM. DULIEUX, DESCHAMPS, LANTERNAT, GÉRARD, Mme KARCENTY, MM. COQUIN, PASSINHAS, Mme RÉOLON, MM. BURCKEL, TINDILLIÈRE, HMISSI, CARDOSO, Mmes PARIS, BERTIN, GOLLÈS.

Absents : MM. NICOULEAUD, THIÉBAULT, Mme MUNSTER, MM. DUCHÊNE, ERRE.

14 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. DULIEUX, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. MAUTRAIT,
- ✓ M. DESCHAMPS donne pouvoir à Mme FELICETTI,
- ✓ Mme KARCENTY donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ M. COQUIN, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. ROYER,
- ✓ M. PASSINHAS, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. FORMET,
- ✓ Mme RÉOLON donne pouvoir à Mme SERRE,
- ✓ M. BURCKEL donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir M. GONTHIER,
- ✓ M. ROCH donne pouvoir à Mme GOUILLY (à partir de 19h25),
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ Mme PARIS donne pouvoir à Mme JACQUEMOT,
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme COLLIN,
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET.

Secrétaire de séance : Madame Annick FELICETTI.

PERSONNEL COMMUNAUTAIRE

PARTICIPATION EMPLOYEUR POUR LE RISQUE SANTÉ DANS LE CADRE DE LA LABELLISATION

Rapporteur : Monsieur Thierry MOUTON

L'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 et le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 ont redéfini la participation des employeurs publics au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents fonctionnaires et contractuels de droit public.

Ainsi et à l'instar du secteur privé, la participation financière de l'employeur est devenue obligatoire à compter du 1er janvier 2025 pour les garanties prévoyance pour un montant qui ne peut être inférieur à 7,00 € par mois et par agent, et à compter du 1er janvier 2026 pour les garanties de mutuelle santé pour un montant qui ne pourra être inférieur à 15,00 €.

En 2014, le Conseil Communautaire a défini l'action sociale en matière de santé au profit du personnel de la Commune, en instaurant une participation employeur pour les contrats de complémentaire santé souscrits dans le cadre de la procédure dite de « labellisation ».

Après concertation avec les organisations syndicales et paritaires et par délibération n°2014-77 du 26 juin 2014, le Conseil Communautaire a voté une participation aux contrats labellisés en matière de complémentaire santé. Il a été proposé d'allouer directement à l'agent, suivant sa catégorie, une somme forfaitaire mensuelle :

- Catégorie C : 20,00 € bruts ;
- Catégorie B : 15,00 € bruts ;
- Catégorie A : 10,00 € bruts.

Tous les bénéficiaires, indépendamment de leur temps de travail, reçoivent une somme non proratisée, incluant :

- les fonctionnaires stagiaires et titulaires ;
- les personnels non titulaires sur emplois permanents en services continus depuis plus de 6 mois ;
- les agents de droit privé (PEC, apprenti, ...)

Les couples travaillant pour la même collectivité bénéficient d'un versement individuel, tandis que ceux couverts par la mutuelle de leur conjoint ne reçoivent aucune participation. Les agents doivent fournir un justificatif de la mutuelle labellisée, et tout retard dans le dépôt ne permet pas de récupérer les sommes dues. Un changement de catégorie entraîne une révision du montant de la prise en charge.

Pour se conformer au décret n°2022-581 du 20 avril 2022, l'EPCI a décidé de maintenir le dispositif actuel, propose de revaloriser le montant de la participation financière pour toutes les catégories comme suit :

- Catégorie C : 35,00 € bruts
- Catégorie B : 25,00 € bruts
- Catégorie A : 15,00 € bruts

Aussi mes cher-e-s collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L.827-7 et L.827-8,

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu l'accord national du 11 juillet 2023 sur la protection sociale complémentaire,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 14 octobre 2025,

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 4 novembre 2025

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver la participation financière à la protection complémentaire santé des agents ayant souscrit un contrat labellisé ;

2°/ approuver pour chaque catégorie d'agent les montants mensuels forfaitaires suivants :

- Catégorie C : 35,00 € bruts
- Catégorie B : 25,00 € bruts
- Catégorie A : 15,00 € bruts

3°/ approuver que le montant individuel de cette prise en charge soit directement versé aux agents chaque mois, dans le respect des conditions évoquées ci-dessus à compter du 1er janvier 2026 ;

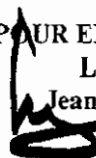
4°/ dire que les dépenses seront inscrites au budget 2026 et aux suivants.

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil de Communauté.

La secrétaire de séance,
Annick FELICETTI



**POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Jean-Pierre BOUQUET**



Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le - 7 NOV. 2025
et de la publication le - 7 NOV. 2025
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.